

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 FÉVRIER 1924.

Projet de loi

accordant la garantie de la Colonie du Congo Belge à l'émission d'une nouvelle tranche de 25 millions de francs d'actions privilégiées de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. GOLLIER

MESSIEURS,

Le projet de loi soumis à vos délibérations se place dans le cadre de la loi du 24 août 1921, qui a autorisé le Ministre des Colonies à procéder à l'exécution d'un vaste programme d'utilité publique, qui porte notamment sur les chemins de fer intéressant les centres industriels du Katanga (article 1, 2° et 6°).

Pour l'exécution des travaux le Ministre des Colonies a été autorisé à émettre des obligations de la dette publique congolaise jusqu'à concurrence d'un premier capital de 500 millions de francs.

Annuellement, dans le rapport fait aux Chambres sur la situation de la Colonie, il est tenu de faire un exposé des travaux exécutés sur les crédits accordés et un aperçu des travaux et dépenses engagés dans le cours de l'exercice suivant, tandis que le crédit figure par annuités au tableau des budgets extraordinaires de la Colonie.

Enfin, l'article 5 de la loi a prévu que l'exécution des travaux pourra être assurée soit directement par la Colonie, soit par la participation de la Colonie dans la constitution des ressources financières des sociétés concessionnaires.

(1) Projet de loi, n° 121.

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

a) Les membres de la *Commission permanente des Colonies* : MM. Tibbaut, président, Brifaut, de Béthune, Fischel, Gollier, Hubin, Lamborelle, Mathieu, Max, Pocher, Piérard, Renkin, Richard, Van Cauwelaert, Van Remoortel.

b) *Six membres nommés par les sections* : MM. Poncelet, Van Glabbeke, De Bruyne (A), David, Jourez (L.), de Liedekerke.

Ces dispositions sont sages et spécialement à une époque où la Belgique elle-même est obligée d'adresser des appels fréquents au marché de la rente, il convient que la Colonie se procure autant que possible les ressources nécessaires à l'outillage moderne, que le Parlement veut lui donner, sans entrer en concurrence directe sur le marché des fonds publics avec le Trésor belge.

C'est dans le cadre de ces préoccupations que se placent la création et l'émission des actions privilégiées du chemin de fer du Katanga. Au lieu d'émettre lui-même de la rente congolaise, le Ministre a donné la garantie de la Colonie à des émissions faites par la société concessionnaire. Les titres sont ainsi assurés d'un minimum de revenu de 6 p. c. Le chemin de fer représente une garantie complémentaire et les actionnaires ont la perspective de participer dans un superdividende représenté par 20 p. c. de bénéfice, après paiement des 6 p. c. et de l'intérêt sur la dette du chemin de fer vis-à-vis de l'État.

Les statuts de la Compagnie ont prévu une émission de 100 millions d'actions privilégiées de ce genre.

Par la loi du 9 janvier 1923 une émission de 75 millions a été autorisée. Le projet actuel a pour objet d'émettre la deuxième tranche de 25 millions.

Le premier projet a été accueilli par le Parlement avec faveur et voté à la Chambre aussi bien qu'au Sénat à une grande majorité.

La Commission a examiné le projet. Elle a désiré savoir si la Colonie était tenue de donner la garantie, si cette garantie était nécessaire et, enfin, elle a réclamé quelques éclaircissements sur l'ensemble du plan de chemins de fer auquel ces ressources serviront d'aliment.

*
* *

Quant à l'obligation d'accorder la garantie, il est évident que la Colonie ne doit intervenir que dans la limite où elle est tenue d'exécuter le programme de travaux publics consacré par la loi du 21 août 1921. En tant que propriétaire de presque toutes les actions ordinaires de la Compagnie du chemin de fer du Katanga, elle est intéressée dans tout ce qui concerne ses finances.

Dans la convention intervenue pour l'émission des titres, la garantie de la Colonie est une condition essentielle, mais il appartient naturellement au Parlement, en ne l'accordant pas, de faire tomber la convention.

Il convient cependant de remarquer que d'après la convention financière qui a servi de base à toute l'affaire du Chemin de fer du Katanga, c'est la Colonie qui fournit les fonds.

Quand donc, au lieu de faire un emprunt, elle se borne à donner sa garantie, on peut considérer qu'elle agit en bon père de famille.

*
* *

A la question de savoir si la garantie est nécessaire il semble que la réponse ne puisse être qu'affirmative.

La première tranche des 100 millions d'actions privilégiées a été émise avec cette garantie.

Il serait impossible de placer la seconde tranche dans de bonnes conditions, si on modifiait une stipulation aussi essentielle que la garantie de la Colonie.

L'action privilégiée dont s'agit formait un titre d'un genre nouveau dans les affaires coloniales, en ce qu'il donne au preneur à la fois les avantages qui s'attachent à la possession d'une action et la sécurité qui, pour les obligations d'État, résultent de la signature des pouvoirs publics, avec, en outre, la chance d'un superdividende.

La public a fait un accueil très favorable à ce titre. La Colonie en a bénéficié une première fois en voyant se placer l'émission à un taux correspondant au point de vue de sa garantie à 6 p. c. net, et au pair. Elle en bénéficiera pour cette seconde tranche dans une proportion meilleure encore parce que les titres lui sont pris ferme à 700 francs.

L'émission de 25 millions rapportera donc 55 millions.

Le titre sera offert aux souscripteurs de la première émission à 730 francs.

Enfin, s'il est impossible de ne pas donner la garantie il n'y a d'autre part pas d'inconvénient à le faire puisque dès la première année après l'émission des nouveaux titres, d'après les renseignements fournis par l'honorable Ministre des Colonies, les bénéfices du chemin de fer sont suffisants pour qu'il puisse lui-même payer les 6 p. c., objet de la caution de la Colonie.

*
* *

Quel est le plan d'ensemble et quel est l'état d'avancement des travaux de chemins de fer dans la Colonie?

Les chemins de fer intéressant le Katanga font partie des chemins de fer énumérés à la loi du 21 août 1921 qui a autorisé, comme nous l'avons dit plus haut, le Ministre des Colonies à procéder à l'exécution d'un programme de travaux d'utilité publique, et qui a ouvert, dans son article 2 un premier crédit de 500 millions de francs.

La loi porte que les obligations de la dette publique congolaise mobilisant ce crédit sont émises par tranches successives, au fur et à mesure des besoins, en vertu d'arrêtés royaux qui déterminent la date et les conditions des émissions. Le rapport annuel aux Chambres contient un exposé des travaux exécutés sur les crédits accordés et un aperçu des travaux et dépenses à engager dans le cours de l'exercice suivant.

Conformément à cette prescription, l'Exposé des Motifs figurant en tête du budget de 1924 (1) donne, sur l'état des travaux, une série de renseignements qui anticipent même sur les rapports annuels visés à la loi.

Il est à remarquer que la loi actuelle n'est pas une loi budgétaire spéciale ouvrant un crédit nouveau, mais une simple mesure de trésorerie; le Ministre des Colonies doit, dans les comptes de la Colonie, justifier de l'emploi qu'il fait de toutes les ressources qui sont ainsi successivement mises à sa disposition et qui viennent s'imputer soit sur le crédit total de 500 millions ouvert par la loi susdite, soit sur d'autres crédits régulièrement votés.

(1) v. *Documents parlementaires*, n° 4. Session 1923-1924.

Dans son article 5, la loi du 24 août 1921 prévoit expressément, ainsi que nous l'avons rappelé déjà, que l'exécution des travaux pourra être assurée par la participation de la Colonie dans la constitution des ressources financières des sociétés concessionnaires ou chargées de l'exécution des travaux. La garantie n'est qu'une des formes de cette participation.

A ces considérations il convient d'ajouter que, en vous proposant l'adoption du projet de loi qui a consacré les bases de l'émission de 100,000,000 de francs dont la seconde tranche est aujourd'hui émise, le Rapporteur M. Tschoffen, appréciant cette opération disait : « Elle est avantageuse pour la Compagnie qui apure une partie de son passif envers la Colonie et trouve par ce fait des capitaux dans des conditions qu'elle n'obtiendrait certes pas sans l'assistance de la Colonie. Elle est avantageuse pour la Colonie qui mobilise une partie de ses créances et développe son réseau de voies ferrées en employant pour ce faire les capitaux qui lui sont restitués. Elle est avantageuse pour les souscripteurs d'actions privilégiées, qui, outre l'intérêt fixe de 6 p. c. garanti par la Colonie, peuvent espérer des rendements plus rémunérateurs lorsque la ligne actuellement en construction et qui va desservir une des régions minières les plus riches du monde, sera en pleine exploitation »

Votre Commission, pour les raisons qui viennent de vous être exposées, à l'honneur de vous proposer l'adoption du projet qui vous est soumis, à l'unanimité de ses membres présents.

Le Rapporteur,

Tn. GOLMIER.

Le Président,

ÉMILE TIBBAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 FEBRUARI 1924.

Ontwerp van wet

houdende toekenning van den waarborg der Kolonie van Belgisch Congo tot uitgifte van preferente aandeeleu der « Compagnie des Chemins de fer du Katanga », tot een nieuw deel van 25,000,000 frank (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER GOLLIER.

MIJNE HEEREN,

Het bij u aanhangig gemaakte wetsontwerp vindt zijne plaats binnen het bestek der wet van 21 Augustus 1921, waarbij de Minister der Koloniën werd gemachtigd tot de uitvoering over te gaan van een ruim programma van openbaar nut, inzonderheid betreffende de spoorwegen die van belang zijn voor de nijverheidscentra van Katanga (artikel 1, 2° en 6°).

Voor de uitvoering dezer werken, werd de Minister van Koloniën gemachtigd obligatiën van de Congoleesche Openbare Schuld uit te geven tot een beloop van een eerste kapitaal groot 500 miljoen frank.

Jaarlijks moet de Minister, in het verslag aan de Kamer over den toestand der Kolonie, een uiteenzetting geven van de werken uitgevoerd op de verleende credieten en een overzicht van de werken en uitgaven te doen in den loop van het volgend dienstjaar, terwijl het crediet annuïteitsgewijze wordt vermeld in de tabel van de buitengewone begrotingen der Kolonie.

Eindelijk, bij artikel 5 der wet werd voorzien dat de uitvoering der werken kan verzekerd worden, hetzij rechtstreeks door de Kolonie, hetzij

(1) Wetsontwerp, n° 121.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie*: 1° de leden der *Bestendige Commissie voor de Koloniën*: de heeren Tibbaut, voorzitter, Brifaut, de Bethune, Fischer, Gollier, Hubin, Lamborelle, Mathieu, Max, Pecher, Piérard, Renkin, Richard, Van Cauwelaert en Van Remoortel.

2° *Zes leden door de afdelingen benoemd*: de heeren Poncetlet, Van Glabbeke, De Bruyne (A), David, Jourez (L.), de Liedekerke.

door de tusschenkomst van de Kolonie in de vestiging der geldelijke inkomsten der concessiehoudende vennootschappen.

Dit zijn deugdelijke bepalingen en, vooral op een oogenblik dat België zelf verplicht is herhaald beroep te doen op de rentenmarkt, behoort het dat de Kolonie zich zooveel mogelijk de noodige middelen verschaft voor de moderne toerusting, welke het Parlement haar wil schenken, zonder in rechtstreekse mededinging te komen, op de markt der Staatsfondsen, met de Belgische Thesaurie.

Het zijn deze bekommernissen die aanleiding hebben gegeven tot het tot stand brengen en uitgeven der preferente aandelen van den Spoorweg van Katanga. In stede van zelf Congoleesche rente uit te geven, heeft de Minister den waarborg der Kolonie geschonken aan uitgften gedaan door de concessiehoudende vennootschap. Alzoo werd aan de titels een minimum interest verzekerd van 6 t. h. De Spoorweg strekt tot aanvullenden waarborg en de aandeelhouders hebben het vooruitzicht deelname te hebben in een superdividend vertegenwoordigd door 20 t. h. winst, na uitkeering der 6 t. h. en van den interest op de schuld van den Spoorweg jegens den Staat.

Door de statuten der Compagnie werd een uitgifte voorzien van 100 miljoen dergelijke preferente aandelen.

Bij de wet van 9 Januari 1925 werd machtiging verleend tot eene uitgifte van 75 miljoen. Het onderhavig ontwerp heeft voor doel het tweede gedeelte, groot 25 miljoen, uit te geven.

Het eerste ontwerp werd gunstig door het Parlement onthaald en, zoowel in de eene als in de andere Kamer, met eene groote meerderheid goedgekeurd.

De Commissie heeft het ontwerp onderzocht. Zij wenschte te weten of de Kolonie verplicht was dien waarborg te stellen, of die waarborg noodzakelijk was en, eindelijk, vroeg zij eenige ophelderingen over geheel het plan der spoorwegen waartoe deze geldmiddelen moeten dienen.

*
k

Wat nu betreft de verplichting den waarborg te verleen, spreekt het van zelf dat de Kolonie enkel moet tusschenkomen voor zoo verre zij gehouden is het programma uit te voeren van de openbare werken aangegeven in de wet van 21 Augustus 1921. Als eigenares van bijna al de gewone aandelen der « Compagnie des Chemins de fer du Katanga », heeft zij belang bij alles wat hare financiën betreft.

In de gesloten overeenkomst voor de uitgifte van de titels is de waarborg van de Kolonie een hoofdvereischte, maar het Parlement heeft natuurlijk het recht door het weigeren van dien waarborg de overeenkomst te doen vallen.

Er dient nochtans te worden opgemerkt dat, volgens de financieele overeenkomst, die als grondslag heeft gediend voor heel de onderneming van de spoorweg van Katanga, de Kolonie de kapitalen verschaft.

Verleent zij dus, in plaats van eene leening aan te gaan enkel haren waarborg, dan kan men zeggen dat zij als « een goede huisvader » heeft gehandeld.

*
* *

Op de vraag of de waarborg noodig is kan er, dunkt ons, enkel bevestigend geantwoord worden.

He eerste gedeelte van de 100 millioen preferente aandeeien werd met dezen waarborg uitgegeven.

Men zou het tweede gedeelte onmogelijk onder goede voorwaarden kunnen plaatsen, indien men een hoofdvereischte, als de waarborg der Kolonie, moest wijzigen.

Het betreffend preferente aandeel vormde een titel van een bijzondere soort in de koloniale zaken, doordat het aan den afnemer tegelijkertijd de voordeelen verschaft verbonden aan het bezit van een aandeel, en de zekerheid welke, voor de Staatsobligatiën, voortvloeit uit de onderteekening der Openbare machten, met bovendien de kans op een superdividend.

Dien titel vond bij het publiek een gunstig onthaal. De Kolonie heeft er een eerste maal bij gewonnen, doordat de uitgifte geplaatst werd met een bedrag overeenkomende ten aanzien van haren waarborg met 6 t. h. netto en aan pari. Zij zal er voor dit tweede gedeelte nog meer bij winnen daar de titels vaste afnemers vinden aan 700 frank.

De uitgifte van 25 millioen zal dus 55 millioen opbrengen.

De titel zal aangeboden worden aan de onderschrijvers van de eerste uitgifte tegen 750 frank.

Eindelijk, indien het onmogelijk is den waarborg niet te verleenen, is er anderzijds geen bezwaar het te doen, vermits van af het eerste jaar na de uitgifte der nieuwe titels, volgens de inlichtingen ons verschaft door den Minister van Koloniën, de winsten van den spoorweg toereikend zijn om zelf de 6 t. h. te betalen, voor dewelke de borgstelling door de Kolonie gevraagd wordt.

*
* *

Welk is het algemeen plan voor de werken der spoorwegen in de Kolonie en in hoe ver zijn die werken gevorderd?

Despoorwegendie Katanga aanbelangen maken deel uit van de spoorwegen die vermeld worden in de wet van 21 Augustus 1921 waarbij, zooals wij hooger zegden, de Minister van Koloniën wordt gemachtigd een programma van werken tot openbaar nut ten uitvoer te leggen en waarbij in artikel 2 een eerste crediet van 500 milloen frank wordt uitgetrokken.

Krachtens de wet worden de obligatiën der Congoleesche Schuld, waardoor dit crediet wordt gedekt, uitgegeven bij achtereenvolgende gedeelten, naarmate der behoeften en luidens Koninklijke besluiten die den datum en de voorwaarden der uitgiften bepalen. Het verslag, jaarlijks bij de Kamers ingediend, bevat eene uiteenzetting der werken die met de verleende credieten werden uitgevoerd, alsmede de vermelding der werken tijdens het volgend dienstjaar uit te voeren met de betaalbaar gestelde uitgaven.

Overeenkomstig deze voorschriften, geeft de Memorie van Toelichting die aan 't hoofd staat der begrooting van 1924 (1) eene reeks inlichtingen over

(1) Zie stukken van de Kamer, n° 4, Zittingsjaar 1923-1924.

den toestand der werken, inlichtingen die de jaarlijksche verslagen, in de wet bedoeld, vooruitloopen.

Het dient te worden opgemerkt, dat deze wet niet eene bijzondere begrootingswet is, waardoor een nieuw crediet wordt geopend, maar wel een eenvoudige Thesaurie-maatregel; de Minister van Koloniën moet immers, in de rekening der Kolonie, verklaring geven over het gebruik van al de geldmiddelen die aldus achtereenvolgens te zijner beschikking werden gesteld en werden uitgetrokken hetzij op het geheel crediet van 300 miljoen, geopend door gemelde wet, hetzij op andere regelmatig goedgekeurde credieten.

In haar artikel 3, voorziet de wet van 21 Augustus 1921 uitdrukkelijk, zooals we reeds deden opmerken, dat de uitvoering der werken zal kunnen verzekerd worden door de deelname van de Kolonie in de vestiging der financiële middelen van de concessiehoudende vennootschappen of van de vennootschappen met de uitvoering der werken belast. De waarborg is slechts een der vormen van deze deelname.

Bij deze bemerkingen moet wordt gevoegd dat de verslaggever, de heer Tschoffen, toen hij u voorstelde het wetsontwerp goed te keuren, waarbij de grondslagen werden gelegd voor de uitgifte van 100,000,000 frank, waarvan u thans het aanvullend tweede gedeelte wordt gevraagd, — zich over deze verrichting uitdrukte als volgt :

« Zij is voordelig voor de Vennootschap, die een deel van hare schuld tegenover de Kolonie kan aanzuiveren, dewijl zij aldus kapitalen zal vinden onder gunstige omstandigheden, hetgeen zij niet zou kunnen zonder den steun der Kolonie.

» Zij is voordelig voor de Kolonie die een deel van hare schuldvordering mobiliseert en haar spoorwegnet uitbreidt door de haar terugbetaalde kapitalen daartoe te gebruiken.

» Zij is voordelig voor de inschrijvers van preferenteaandeelen, die, boven den vasten interest van 6 t. h., gewaarborgd door de Kolonie, eene hoogere opbrengst mogen verhoppen, wanneer de thans aangelegde lijn, welke door de rijkste mijnstreken der wereld loopt, geheel geopend zal zijn ».

Voor al deze redenen, heeft uwe Commissie de eer u eenparig voor te stellen het u voorgelegde wetsontwerp te willen goedkeuren.

De Verslaggever,

TH. GOLLIER.

De Voorzitter,

ÉMILE TIBBAUT.
